

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article4823>

Du rififi chez les barbouzes

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : dimanche 17 juin 2007

Spyworld Actu

Si l'affaire Clearstream pourrait prendre de l'ampleur avec une possible convocation de Jacques Chirac devant les juges, les ressorts de cet imbroglio politico-financier mettent à jour l'activité des cabinets noirs de la République. Ou comment les services de renseignement ont été mobilisés pour manipuler et sans doute monter l'affaire liée aux dénonciations calomnieuses.

Affaire d'Etat ou aventure de Pieds nickelés, le dossier Clearstream risque en tout cas très sérieusement de conduire - dans les semaines ou les mois qui viennent - à une convocation de Jacques Chirac comme témoin. Et à une possible mise en examen de Dominique de Villepin (JDD du 3 juin). Le dossier de "dénonciation calomnieuse, faux et usage, vol et recel, et abus de confiance" des juges Jean-Marie d'Huy et Henri Pons - méchamment surnommés Zig et Puce en raison de leur détermination sans faille - est de plus en plus volumineux. Sa lecture éclaire quelques recoins obscurs de l'appareil d'Etat, notamment l'univers grisâtre du renseignement.

Pour l'essentiel, le dossier montre que Dominique de Villepin, courant 2004, a successivement chargé le général Rondot, puis la DST d'effectuer des vérifications sur les fameux listings brandis par son ami Jean-Louis Gergorin, alors haut dirigeant d'EADS. Des documents supposés recenser des comptes cachés de personnalités (oligarques, industriels, marchands d'armes, politiques, people...), et qui se sont révélés faux. L'un des enjeux de la manipulation originelle étant, peut-être, d'empêcher Nicolas Sarkozy - qui figurait sur les listings - d'accéder à l'Elysée, comme ce dernier en reste persuadé.

Eteindre les affaires visant la chiraquie

Selon des sources proches de l'enquête, Philippe Massoni et Yves Bertrand, deux grands flics (le premier était chargé de mission à l'Elysée, le second directeur central des renseignements généraux), pourraient être interrogés prochainement. Ces grognards du chiraquisme apparaissent notamment dans les petites fiches du général Rondot. Or ils sont quasiment les derniers hauts responsables policiers à ne pas encore avoir été entendus par leurs collègues de la Division nationale d'investigations financières (DNIF). En outre, selon un des derniers interrogatoires de Jean-Louis Gergorin (le 22 mars), chargeant son ex-complice Imad Lahoud pour se disculper, ce dernier "avait des contacts avec deux responsables des renseignements généraux, Mme Brigitte Henri et M. François Casanova" (la première, proche d'Yves Bertrand, a quitté la police, et le second est décédé). La rumeur, ancienne, attribuée à Yves Bertrand une longue liste de manipulations des médias, mais il se défend vivement d'avoir participé à celle de Clearstream, et assure être hors du coup "à 100 %". "On ne pourra pas me mêler à cette affaire-là !", prévient-il.

Selon un responsable du renseignement, "Yves Bertrand était un visiteur régulier de Dominique de Villepin lorsque celui-ci était secrétaire général de l'Elysée, et il participait certainement au fameux 'cabinet noir', qui comprenait des officines privées, des hommes de l'ombre et des avocats". Une structure informelle chargée d'éteindre les affaires brûlantes visant alors la chiraquie, et d'allumer des contre-feux ici ou là. Reste à savoir si le "chantier" Clearstream a été monté par les mêmes protagonistes, ce que rien n'indique pour l'heure. Mais pour ce spécialiste, il est très plausible qu'Imad Lahoud ait été "manipulé par une officine chiraquienne ou villepiniste". Une note inédite, saisie au siège de la société d'intelligence économique Salamandre, indique ainsi : "Bruno Le Maire désigné par DdV [Dominique de Villepin, dont il est l'ex-directeur de cabinet] comme homme de confiance pour gérer le cabinet noir avec Bertrand..."

Certains éléments du dossier des juges d'Huy et Pons semblent sortis d'un mauvais polar. Ainsi, en mai 2005, Lahoud rencontre à deux reprises le patron de Salamandre, Pierre Sellier, qui emploie plusieurs anciens

responsables des services de renseignement. Et le fantasque Lahoud raconte qu'il aurait été chargé par le général Rondot de lancer un "programme d'intrusion et de surveillance" d'une mystérieuse "cellule noire incontrôlée" et "notoirement proche de l'extrême droite" qui serait "logée au sein même de la DST", selon des notes découvertes chez Salamandre. Las, les assertions de Lahoud étaient aussitôt revenues aux oreilles de la DST. Service de contre-espionnage dont, curieusement, un des sous-directeurs, Jean-Jacques Martini, avait été dénoncé par le tandem Lahoud-Gergorin comme titulaire d'un compte caché chez Clearstream...

"Ce sont de véritables cloportes"

Autre découverte, les fameux noms de "mafieux russes" ajoutés sur les listings Clearstream provenaient, en fait, d'une étude de la société AB Associates, commandée par Jean-Louis Gergorin et réglée par EADS en mars 2004. Le criminologue Alain Bauer, gérant de cette société, l'a reconnu sans détour. Il avait lui-même chargé de ce travail un chercheur, Stéphane Queré. Trois mois à peine après cet envoi à Gergorin, les "mafieux russes" ayant des comptes cachés chez Clearstream étaient dénoncés à la justice.

Autre passage surprenant, tiré des notes du général Rondot, après une conversation avec Jean-Louis Gergorin : "La DGSE a vu que IL [Imad Lahoud] en savait beaucoup et a paniqué 'qu'on tombe sur les comptes de Chirac et d'Hariri et que tu foutes le bordel, et donc aujourd'hui ils veulent te cramer'", aurait expliqué Gergorin à Lahoud. Le langage semble parfois tiré d'un film de Georges Lautner. Ainsi cette petite fiche de Pierre Sellier, réputé proche de la DGSE, qui écrit à propos de deux responsables de la DST : "Nous évitons de traiter avec eux. C'est regrettable, mais ils ne savent que nuire. Ce sont de véritables cloportes." Pour alourdir encore un peu le climat, l'actuel directeur de la DST, Pierre de Bousquet de Florian, risque une mise en examen pour "dénonciation calomnieuse" : la société d'intelligence économique I2F, présidée par Hervé Séveno, un ancien de la maison, a porté plainte après avoir été présentée dans un rapport à Nicolas Sarkozy comme ayant joué un rôle actif dans la manip'Clearstream.

Ce petit monde ambigu du renseignement a été décrit par Alain Marsaud. Fumasse, devant les policiers qui l'interrogent comme témoin - il est lui aussi cité dans les petites fiches du général Rondot -, l'ex-magistrat devenu député (UMP) dénonce "un groupe d'individus en charge d'opérations de déstabilisation soit dans un but politique, comme cela est le cas dans cette affaire, soit dans un but commercial et mercantile". Des "mercenaires", qui "se font assister par des agents publics ou hauts fonctionnaires qui utilisent leur qualité dans le but de persuader, de menacer, voire de confondre leurs interlocuteurs".

Post-scriptum :

<http://www.lejdd.fr/cmc/societe/200...>